

**MARCHE PUBLIC DE SERVICE  
PRESTATIONS INTELLECTUELLES**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES  
PARTICULIÈRES  
(CCAP)**

***Pouvoir adjudicateur exerçant la maîtrise d'ouvrage***

État – Ministère de la Transition écologique, de la Biodiversité, de la Forêt, de la Mer et de la Pêche  
Direction Départementale des Territoires de la Savoie

***Représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA)***

Madame la Directrice Départementale des Territoires de la Savoie par délégation de  
Madame la Préfète de la Savoie

***Objet du marché***

Validation des points noirs du bruit sur le réseau routier national non concédé

***Remise des offres***

Date et heure limites de réception : **mardi 30 septembre 2025 à 12h00**

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

## SOMMAIRE

	Pages
1 ARTICLE – OBJET – INTERVENANTS – DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	3
1.1 Objet du marché.....	3
1.2 Représentation du pouvoir adjudicateur et forme des notifications.....	3
1.3 Point de départ du délai d'exécution.....	4
1.4 Décomposition en tranches et en lots.....	4
1.5 Obligation de discrétion.....	4
1.6 Dispositions générales.....	4
1.7 Ordres de service.....	6
1.8 Clauses environnementales et sociales.....	6
2 ARTICLE - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	6
3 ARTICLE – PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE.....	7
3.1 Définitions.....	7
3.2 Régime des connaissances antérieures.....	7
3.3 Régime des résultats.....	7
4 ARTICLE – PRIX – RÈGLEMENT DES COMPTES – VARIATION DANS LES PRIX.....	7
4.1 Tranche optionnelle.....	7
4.2 Contenu des prix – Règlement des comptes.....	7
4.3 Variation dans les prix.....	8
4.4 Application de la taxe à la valeur ajoutée.....	9
4.5 Paiement direct des sous-traitants.....	9
5 ARTICLE – DÉLAIS – CONDITIONS D'EXÉCUTION DU MARCHÉ – PÉNALITÉS.....	10
5.1 Période de préparation.....	10
5.2 Délai d'exécution.....	10
5.3 Conditions d'exécution.....	10
5.4 Accès, consignes, personnel et moyens du titulaire.....	10
5.5 Documentation technique.....	11
5.6 Pénalités pour retard.....	11
5.7 Pénalités pour non respect de la réglementation en matière de travail dissimulé.....	11
6 ARTICLE – CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ.....	11
6.1 Retenue de garantie.....	11
6.2 Avances.....	11
7 ARTICLE – RÉCEPTION – ACHÈVEMENT DE LA MISSION.....	11
7.1 Réception des prestations.....	11
7.2 Achèvement de la mission.....	11
8 ARTICLE – RÉSILIATION.....	11
9 ARTICLE – DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....	12

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

*Dans la suite du présent document le pouvoir adjudicateur est désigné "Maître de l'ouvrage" et le Code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.*

## 1 ARTICLE – OBJET – INTERVENANTS – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

### 1.1 Objet du marché

Le marché concerne la validation des points noirs de bruit (PNB) détectés lors du diagnostic réalisé dans le cadre de la révision du classement sonore des infrastructures de transports terrestres du 2 mars 2023, à compléter avec les données relatives aux Cartes de Bruit Stratégique (CBS) pour les infrastructures routières non concédées dont l'État est gestionnaire dans le département de la Savoie, soit la RN90 et la RN201 et, d'autre part, une mission d'assistance technique pour la réalisation des travaux pour les PNB certifiés.

Les lieux d'exécution des prestations sont les suivants : aux abords des routes nationales 90 et 201 dans le département de la Savoie.

Les prestations attendues sont décrites dans le cahier des charges.

### 1.2 Représentation du pouvoir adjudicateur et forme des notifications

#### 1-2.1. Représentation du pouvoir adjudicateur (RPA) pour l'exécution du marché

Pour les besoins de l'exécution du marché, les personnes physiques désignées ci-après sont habilitées à représenter le RPA auprès du titulaire :

Le chef de service environnement, eau et forêts de la Direction Départementale des Territoires de la Savoie ou son représentant pour assumer notamment les fonctions suivantes :

- a) Réception des communications du titulaire avec l'acheteur auxquelles ce dernier entend donner date certaine ainsi que la notification des décisions et communications de l'acheteur faisant courir un délai (article 3-1 du CCAG Prestations Intellectuelles – PI) ;
- b) Réception de la lettre recommandée du titulaire signalant les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel (article 13.3.2 du CCAG PI) ;
- c) Signature et notification, en tant que représentant de l'acheteur pour l'exécution du marché, des décisions de réception, d'ajournement, de réfaction ou de rejet lorsque celles-ci résultent strictement de dispositions contractuelles (article 29 du CCAG PI) ;
- d) Réception de la demande de paiement (article 11.5 du CCAG PI) ;
- e) Proposition d'acceptation ou de rectification de la facture et de complément de la facture (article 11.6 du CCAG PI) ;
- f) Suspension du délai global de paiement s'il n'est pas possible, du fait du titulaire, de procéder aux opérations de vérifications ou à toutes autres opérations nécessaires au paiement ;
- g) Information du titulaire de la suspension du paiement par le comptable assignataire ;
- h) Vérifications quantitatives et qualitatives, qu'elles soient exécutées directement par lui-même ou, sous sa responsabilité, par des agents qu'il désigne (article 28 du CCAG PI).

### **1-2.2. Notification des décisions**

Dans le cas où les notifications au titulaire devraient être effectuées à une adresse différente de celle figurant dans l'acte d'engagement, le titulaire est tenu de fournir cette adresse au RPA avant la notification du marché.

### **1-2.3. Notifications par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques**

Les notifications seront effectuées via la plate-forme des achats de l'État ; à cette fin l'adresse courriel communiquée par le titulaire dans l'acte d'engagement doit être pertinente.

## **1.3 Point de départ du délai d'exécution**

**Par dérogation à l'article 13.1 du CCAG PI**, le délai d'exécution de chaque tranche part de la date précisée dans l'acte prescrivant de commencer la tranche.

## **1.4 Décomposition en tranches et en lots**

Le marché est composé d'une tranche ferme et d'une tranche optionnelle.

La tranche ferme correspond à la confirmation des PNB et à la détermination technique et financière des travaux de résorption de la nuisance sonore.

La tranche optionnelle n°1 correspond à une mission d'assistance technique auprès de la DDT et des propriétaires des locaux pour la réalisation des travaux d'isolation de façade, pour les PNB tels que définis en tranche ferme.

## **1.5 Obligation de discrétion**

Le marché présente un caractère « SECRET ».

Le prestataire préservera, pour toute la durée du contrat et pour une période de 10 ans au-delà, la confidentialité de toutes les informations et données sous quelque forme que ce soit. La consultation par un tiers, la mise à disposition à un tiers ou la copie à un tiers est interdite sauf accord préalable du maître d'ouvrage.

## **1.6 Dispositions générales**

### **1-6.1. Mesures d'ordre social – Application de la réglementation du travail**

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants, quel que soit leur rang, sur simple demande du RPA, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du RPA, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 39 du CCAG PI.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de titulaires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être

assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire, qu'il soit étranger ou non, doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

### **1-6.2.** Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA. En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

" J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°.....  
du ..... ayant pour objet .....

Mes demandes de paiement seront libellées **en euros** et soumises aux modalités de l'article 4 du présent CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français. "

### **1-6.3.** Assurances

Le titulaire et ses sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître de l'ouvrage et aux autres intervenants, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non, du fait de l'exécution des prestations avant ou en complément à l'article 9.1 du CCAG PI

après son exécution.

Pour justifier l'ensemble de ces garanties, les titulaires doivent fournir au maître d'ouvrage, dans les quinze jours suivant la notification du marché, une attestation émanant de leur compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de leurs sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Sans rappel du RPA, ils doivent adresser ces attestations au pouvoir adjudicateur en complément de l'article 9.1 du CCAG PI au cours du premier trimestre de chaque année, pendant toute la durée de leur mission. Sur simple demande du pouvoir adjudicateur, les titulaires doivent justifier à tout moment du paiement de leurs primes ainsi que de celles de leurs sous-traitants.

#### **1-6.4.** Désignation de sous-traitants en cours de marché

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial.

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 1-6.3. ci-dessus.

#### **1-6.5.** Réalisation de prestations similaires

Sans objet.

### **1.7 Ordres de service**

L'ordre de service est la décision du pouvoir adjudicateur qui précise les modalités d'exécution des prestations prévues par le marché.

Les ordres de service sont notifiés par le représentant du pouvoir adjudicateur, désigné lors de la notification du marché, au titulaire dans les conditions de l'article 3.8 du CCAG PI.

### **1.8 Clauses environnementales et sociales**

Sans objet.

## **2 ARTICLE - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ**

**Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG PI**, les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité, les suivantes :

### **A – Pièces particulières :**

- L'Acte d'Engagement (AE) et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître de l'ouvrage fait seul foi (**daté et signé par les représentants habilités des parties**) ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP), dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître de l'ouvrage fait seul foi ;
- Le Cahier des Charges (CC) et ses annexes, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître de l'ouvrage fait seul foi ;
- La Liste des Prix (LP) ;
- Les éventuels avenants et les actes spéciaux postérieurs à la signature du marché.

## **B – Pièces générales :**

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix tel qu'il est défini à l'article 4 du présent CCAP.

- Le CCAG applicable aux marchés publics de prestations intellectuelles – approuvé par l'arrêté ministériel du 30 mars 2021 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié.

**Par dérogation au 4.2.1 du CCAG PI**, seul l'AE est notifié au titulaire. Les autres pièces du marché sont celles contenues dans l'offre du titulaire ou mises en ligne sur le profil acheteur.

## **3 ARTICLE – PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE**

### **3.1 Définitions**

Il est fait application de l'article 32 du CCAG PI.

### **3.2 Régime des connaissances antérieures**

Il est fait application de l'article 33 du CCAG PI.

Les connaissances antérieures désignent tous les éléments qui ne résultent pas de l'exécution des prestations objet du marché.

L'acheteur met à disposition du titulaire les connaissances antérieures nécessaires à l'exécution du marché.

### **3.3 Régime des résultats**

Il est fait application de l'article 35 du CCAG PI.

L'acheteur dispose du simple droit d'utiliser les résultats pour les besoins découlant de l'objet du marché. L'étendue de cette concession de propriété intellectuelle, à titre non exclusif, est permanente et pour la France.

Le prix de cette concession est forfaitairement compris dans le montant du marché.

## **4 ARTICLE – PRIX – RÈGLEMENT DES COMPTES – VARIATION DANS LES PRIX**

### **4.1 Tranche optionnelle**

Si dans un délai de 12 mois à compter de la date de notification de l'acte demandant de commencer la tranche ferme, l'acte de commencer la tranche optionnelle n°1 n'est pas donné au titulaire, celui-ci se trouvera dégagé de toute obligation contractuelle vis-à-vis du pouvoir adjudicateur. Aucune indemnité ne lui sera due, en contrepartie.

### **4.2 Contenu des prix – Règlement des comptes**

#### **4-2.1. Contenu des prix**

Les prix du marché sont hors TVA et sont établis en tenant compte de l'ensemble des prescriptions définies dans les pièces du marché.

**4-2.2.** Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par application des prix unitaires et/ou forfaitaires dont le libellé est donné dans la liste des prix.

Ce prix comprend toutes les prestations et interventions nécessaires jusqu'à l'achèvement de la mission (y compris les déplacements et frais annexes aux déplacements). Tout prix nouveau fait l'objet d'un avenant ou d'une liste de prix supplémentaires.

#### **4-2.3.** Modalités de paiement

En application au CCP article D.2192-1 à 3 concernant la facturation électronique, la dématérialisation s'appliquera au présent marché.

Un paiement sera effectué à l'issue de l'achèvement de chaque phase. Les factures sont transmises par voie dématérialisée, après validation du projet de facture par le RPA.

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du CCP, l'obligation de transmettre les factures sous forme électronique s'impose à tous les fournisseurs. La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue depuis le lien suivant : **[https:// chorus-pro.gouv.fr](https://chorus-pro.gouv.fr)**

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant : **[https:// communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr /](https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/)**

Les factures dématérialisées adressées devront comporter, les mentions prévues à l'article D.2192-2 du CCP ainsi que :

- le numéro de marché : **DDT73-2025-BRUIT-PNB** ;
- le numéro de SIRET de l'État : **110 002 011 00044** ;
- le code du service exécutant de la dépense « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché » ;
- le numéro d'engagement juridique (EJ) « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché ».

Le délai global de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP, au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

#### **4.3** Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

**Par dérogation à l'article 14 du CCAG PI**, la variation des prix ne s'applique pas aux indemnités, pénalités, retenues ou primes.

**4-3.1.** Les prix sont fermes actualisables suivant les modalités fixées aux articles 4-3.3 et 4-3.4 du présent CCAP.

**4-3.2.** Mois d'établissement des prix du marché



Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques en vigueur du mois précédant la date limite de remise des offres indiquée en page 1 du présent CCAP. Ce mois est appelé "mois zéro" ( $m_0$ ).

#### **4-3.3. Choix de l'index de référence**

L'index de référence I choisi en raison de sa structure pour l'actualisation des prestations faisant l'objet du marché est l'**indice Syntec**. Il est publié sur la page d'accueil du site <http://www.syntec.fr>

#### **4-3.4. Modalités d'actualisation des prix fermes actualisables**

La formule de calcul est la suivante :

$$P1 = P0 \times (S1 / S0)$$

Où :

P1 = prix actualisé

P0 = prix d'origine

S0 = valeur de l'indice SYNTEC au mois d'établissement des prix  $m_0$ .

S1 = valeur de l'indice SYNTEC 3 mois avant la date de début d'exécution des prestations.

**Lorsqu'une actualisation a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre actualisation avant l'actualisation définitive, laquelle intervient sur le premier règlement suivant la parution de l'index correspondant.**

#### **4.4 Application de la taxe à la valeur ajoutée**

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard ont pour objet de réparer un préjudice subi par le maître de l'ouvrage du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles ; elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Le montant des sommes dues est calculé en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de l'auto-liquidation de la TVA,

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par le pouvoir adjudicateur et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire ;

- le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Ces dispositions s'appliquent aussi au titulaire à l'égard de ses sous-traitants étrangers payés directement par le maître de l'ouvrage. Le maître d'ouvrage règle le sous-traitant étranger sur la base d'une facture hors taxe et la TVA afférente au titulaire.

#### **4.5 Paiement direct des sous-traitants**

Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les modalités des articles R.2193-10 à 21 du CCP, complétées par les stipulations suivantes :

- Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir au pouvoir adjudicateur une

attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité.

– Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

## **5 ARTICLE – DÉLAIS – CONDITIONS D'EXÉCUTION DU MARCHÉ – PÉNALITÉS**

### **5.1 Période de préparation**

Il n'est pas fixé de période de préparation.

### **5.2 Délai d'exécution**

Les stipulations correspondantes figurent dans l'acte d'engagement.

### **5.3 Conditions d'exécution**

Le titulaire doit fournir les prestations décrites dans sa proposition conformément aux prescriptions du cahier des charges. La prestation s'effectue selon les règles de l'art de la profession. La proposition ainsi que toute documentation afférente sont rédigées en langue française.

Des réunions de travail, à des étapes clés du marché seront organisées par le maître d'ouvrage. Le titulaire y est représenté, au minimum, par le chef de projet accompagné de toute personne dont la présence est manifestement nécessaire. Ces réunions ont pour but la mise au point des productions et de constater l'état d'avancement des prestations selon le calendrier remis lors de la remise des offres et, le cas échéant, de prévenir ou de régler les difficultés.

Afin d'exposer régulièrement le résultat de son travail au maître d'ouvrage, le titulaire s'engage à se rendre aux convocations du maître d'ouvrage avec ses chefs de projets. Les frais de déplacement et les heures de présence effective dans les locaux du maître d'ouvrage, quel que soit le nombre de participants du titulaire, sont réputés être pris en compte par les prix forfaitaires et/ou unitaires rémunérant les prestations nécessitant ces réunions. Une base de nombre de réunions est identifiée pour chaque tranche (voir la liste des prix).

Les prestations feront l'objet de validation. On entend par « validation » le moment où la production est conforme au cahier des charges et aux observations émises par le maître d'ouvrage lors de son contrôle.

### **5.4 Accès, consignes, personnel et moyens du titulaire**

Le personnel du titulaire possède les qualifications requises pour l'exécution des tâches qui lui sont confiées.

Le titulaire désigne en outre un responsable, chef de projet, qui est l'interlocuteur habituel du maître d'ouvrage. Tout changement de ce responsable est soumis à l'agrément préalable du maître d'ouvrage.

Le personnel d'intervention du titulaire est soumis :

- aux dispositions générales prévues par la législation du travail ;
- au règlement intérieur de l'établissement.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit à tout moment, et sans avoir à en justifier, de demander le remplacement de tout membre du personnel du titulaire et même de lui refuser l'accès des lieux

en tout ou partie.

Le titulaire met en place, à ses frais, l'ensemble des moyens conformes à la bonne exécution de ses prestations.

### **5.5 Documentation technique**

Les prestations techniques attendues sont clairement explicitées dans le cahier des charges joint à la présente consultation.

### **5.6 Pénalités pour retard**

Les stipulations de l'article 14.1 du CCAG PI sont seules applicables. Ces pénalités viennent en déduction des sommes dues au titulaire. Les pénalités sont exprimées en montant HT.

### **5.7 Pénalités pour non respect de la réglementation en matière de travail dissimulé**

Seules les stipulations du CCAG PI s'appliquent.

## **6 ARTICLE – CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ**

### **6.1 Retenue de garantie**

Sans objet.

### **6.2 Avances**

Une avance sera versée au titulaire, le cas échéant, dans les conditions des articles R.2191-3 à 19 du CCP, R.2193- 17 à 21 du CCP (sous traitance) ; elle est fixée à 20 % du montant initial TTC du marché.

## **7 ARTICLE – RÉCEPTION – ACHÈVEMENT DE LA MISSION**

### **7.1 Réception des prestations**

Les stipulations du CCAG PI sont seules applicables.

### **7.2 Achèvement de la mission**

La prestation s'achève comme stipulé à l'article B5 de l'AE.

## **8 ARTICLE – RÉSILIATION**

Il sera fait, le cas échéant, application des articles 27 et 36 à 42 inclus du CCAG PI, avec les précisions suivantes :

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption avec ou par une autre société, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert sera subordonnée à la réception immédiate par le RPA des documents énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG PI, complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

A défaut, la maîtrise d'ouvrage se réservera le droit de résilier le marché en application de l'article 39 du CCAG PI.

Dans l'hypothèse où le titulaire ne produirait pas les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et 8 du Code du Travail conformément à l'article R.2143-8 du CCP ou aux articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail, le maître de l'ouvrage signataire du marché pourra, après mise en demeure restée infructueuse, résilier le marché, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques. La mise en demeure devra être notifiée par écrit et assortie d'un délai. A défaut d'indication de délai, le titulaire disposera d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Dans le cas de résiliation pour faute du titulaire nécessitant une mise en demeure, cette dernière devra être notifiée par écrit et assortie d'un délai. A défaut d'indication de délai, le titulaire disposera d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Outre les cas et les conditions de résiliation du marché définis à l'article 39 du CCAG PI, l'inexactitude des documents et renseignements mentionnés à l'article R 2143-8 du CCP peut entraîner, sans mise en demeure préalable **par dérogation à l'article 39.2 du CCAG PI**, la résiliation du marché par décision du maître de l'ouvrage signataire du marché aux frais et risques du déclarant.

Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues au titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au maître de l'ouvrage.

## **9 ARTICLE – DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX**

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP et de l'AE sont apportées aux articles suivants du CCAG PI (approuvé par l'arrêté ministériel du 30 mars 2021) :

- l'article B5 de l'AE déroge à l'article 13.1 du CCAG PI ;
- l'article 1.3 du CCAP déroge à l'article 13.1 du CCAG PI ;
- l'article 2 du CCAP déroge aux articles 4.1 et 4.2.1 du CCAG PI ;
- l'article 4.3 du CCAP déroge à l'article 14 du CCAG PI ;
- l'article 8 du CCAP déroge à l'article 39.2 du CCAG PI.